

DEVANT LE _____ TRIBUNAL
 COMTÉ DE _____, OHIO

Partie demanderesse : N° de dossier : _____

Adresse (adresse postale protégée) : Juge/Magistrat·e _____

Ville, État, Code postal :

Date de naissance ____ / ____ / ____

REQUÊTE EN ORDONNANCE CIVILE DE PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE FAMILIALE (R.C. 3113.31)

contre :

Partie défenderesse :

Adresse (Si le domicile est inconnu, adresse professionnelle) :

Ville, État, Code postal :

Date de naissance ____ / ____ / ____

Partie défenderesse est âgée de 18 ans ou plus

SI VOUS DEMANDEZ QUE VOTRE ADRESSE RESTE CONFIDENTIELLE, INDIQUER UNE ADRESSE POSTALE POUR RECEVOIR DU COURRIER EN SÉCURITÉ. SI VOUS PARTICIPEZ AU PROGRAMME DE CONFIDENTIALITÉ DES ADRESSES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, UTILISER L'ADRESSE DE BOÎTE POSTALE QUI VOUS A ÉTÉ ATTRIBUÉE. CE FORMULAIRE EST UN DOCUMENT À ACCÈS PUBLIC.

1. J'ai besoin ou le témoin a besoin d'un interprète en langue étrangère en _____ ou d'un interprète en langue des signes américaine conformément à Sup.R. 88.

2. Je veux ne veux pas une ordonnance de protection **Ex Parte (d'urgence)** selon les dispositions de 3113.31. La partie demanderesse demande en outre l'inscription d'une audience contradictoire au calendrier des audiences, que l'ordonnance de protection non contradictoire (*Ex Parte*) ait été accordée, rejetée ou non demandée

3. Qui sont les personnes à protéger ?

- Moi-même
- Mes enfants mineurs
- Un membre de ma famille ou de mon foyer qui n'est pas un enfant mineur
- Autre _____

4. Quelle est la relation entre la victime de la violence familiale et la partie défenderesse ?

- Conjoint·e de la partie défenderesse
- Ex-conjoint·e de la partie défenderesse
- Parent naturel de l'enfant de la partie défenderesse
- Enfant de la partie défenderesse
- Parent de la partie défenderesse
- Parent d'accueil

- Autre parent (par la naissance ou par alliance) de la partie défenderesse ayant vécu avec la partie défenderesse à un moment quelconque
- La personne « vivant en tant que conjoint-e de la partie défenderesse » est définie comme suit :
- En cohabitation maintenant :
 - ou en cohabitation dans les cinq ans précédant l'acte présumé de violence familiale

5. J'ai donné ci-dessous la liste de tous les membres de la famille/du foyer (autres que moi-même ou la personne objet de la requête) à protéger. **(ne rien indiquer si vous n'incluez pas d'autres membres de la famille ou du foyer)**

NOM	DATE DE NAISSANCE	RELATION AVEC LA PARTIE DEMANDERESSE	RELATION AVEC LA PARTIE DÉFENDERESSE	CETTE PERSONNE VIT AVEC PARTIE DEMANDERESSE
				<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
				<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
				<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
				<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

6. La partie demanderesse demande une ordonnance civile de protection contre la violence familiale.

Vous **devez** décrire les menaces ou les actions de la partie défenderesse qui vous poussent à demander une ordonnance de protection, y compris si des enfants étaient présents lorsque les actes ont eu lieu. Quand cela s'est-il produit ? (Si vous ne connaissez pas les dates exactes, indiquez des dates approximatives). Expliquez pourquoi vous pensez que vous, ou les membres de votre famille/de votre foyer, êtes en danger. **Si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page.**

7. (Facultatif) Vous pouvez décrire, **si vous le souhaitez et le savez**, l'un des éléments suivants. Le fait de ne pas décrire ces éléments dans la requête ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de violence familiale. Si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page.

- Les antécédents de la partie défenderesse en matière de violence familiale ou d'autres actes violents :
 - La partie défenderesse a l'habitude d'enfreindre les ordonnances du tribunal :
 - La santé mentale de la partie défenderesse :
 - Les menaces de la partie défenderesse envers d'autres personnes :
 - Accès de la partie défenderesse à des armes létales, des armes à feu et des munitions ou utilisation d'armes létales et actes ou menaces de violence avec une arme létale :
 - La partie défenderesse abuse de l'alcool ou de stupéfiants (drogues) :
 - La violence de la partie défenderesse a entraîné des blessures physiques graves, des rapports sexuels forcés, une strangulation (ou un étouffement), des mauvais traitements pendant la grossesse, des mauvais traitements infligés à l'animal domestique de la famille, et/ou une entrée forcée pour avoir accès à la partie demanderesse ou à sa famille et aux membres du foyer :
 - Séparation récente de la partie défenderesse, ou la relation a pris fin récemment :
 - Les comportements obsessionnels et de contrôle de la partie défenderesse, y compris le fait de vous traquer, vous espionner, vous suivre et/ou vous isoler (la partie demanderesse) :
 - Les menaces de la partie défenderesse de se tuer ou de tuer d'autres personnes.
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

8. La partie demanderesse vit dans la peur et court en danger permanent.

9. La partie demanderesse demande en outre au tribunal de faire droit à sa requête formulée conformément à R.C. 3113.31, pour protéger la partie demanderesse et sa famille ou les personnes nommées dans la présente requête, en accordant une ordonnance civile de protection pour (cocher toutes les cases applicables) :

(a) Interdire à la partie défenderesse de maltraiter la partie demanderesse et les personnes nommées dans la présente requête en leur nuisant ou en tentant de leur nuire, en les menaçant, les suivant ou les traquant, en les harcelant, en les contactant, en leur imposant des relations sexuelles ou en commettant des délits à caractère sexuel à leur rencontre.

(b) Interdire à la partie défenderesse de pénétrer, approcher ou contacter, par quelque moyen que ce soit, le domicile, l'école, l'entreprise et le lieu de travail de la partie demanderesse et des membres de sa famille/de son foyer nommés dans la présente requête.

(c) Interdire à la partie défenderesse d'approcher ou contacter, par quelque moyen que ce soit, la partie demanderesse ou les membres de sa famille/de son foyer nommés dans la présente

requête.

- (d) Ordonner à la partie défenderesse de quitter le domicile et de ne pas y revenir, et ne pas faire obstacle au droit de la partie demanderesse de l'occuper, dont et sans s'y limiter, la résiliation d'un service public ou d'une police d'assurance, ou l'interruption des services de téléphone, de la distribution du courrier ou de tout autre document ou article, et accorde à la partie demanderesse la possession exclusive du domicile suivant :

- (e) Attribuer à la partie demanderesse les droits et responsabilités parentaux provisoires concernant les enfants mineurs nommés ci-après, et ce jusqu'à une nouvelle ordonnance du tribunal (inclure les noms et dates de naissance des enfants mineurs) :

- La partie demanderesse a rempli et joint le **formulaire 10.01-F, Information for Parenting Proceeding**, qui est incorporé aux présentes.

- (f) Établir ou modifier le temps passé avec les enfants mineurs nommés ci-après et en imposer la suspension ou la supervision afin que la Cour puisse assurer que les rencontres se passent en toute sécurité pour la partie demanderesse et les enfants mineurs (inclure les noms et les dates de naissance des enfants mineurs) :

- La partie demanderesse a rempli et joint le **formulaire 10.01-F, Information for Parenting Proceeding**, qui est incorporé aux présentes.

- (g) Demander à la partie défenderesse de fournir un soutien financier à la partie demanderesse et aux membres de sa famille ou de son foyer nommés dans la présente requête (le tribunal peut demander des informations supplémentaires).

- (h) Interdire à la partie défenderesse d'enlever, endommager, cacher, blesser ou détruire les biens, les animaux domestiques et de compagnie appartenant à ou possédés par la partie demanderesse.

- (i) Autoriser la partie demanderesse à récupérer auprès de la partie défenderesse ses animaux domestiques et de compagnie dont la description figure ci-dessous :

- (j) Diviser les biens personnels du foyer et de la famille comme suit :

- (k) Ordonner à la partie défenderesse de laisser à la partie demanderesse l'usage exclusif du véhicule suivant :

- (l) Ordonner à la partie défenderesse de suivre un programme d'intervention et de responsabilisation destiné aux personnes coupables de voies de fait avec violences, un programme d'aide aux toxicomanes, ou tout autre programme d'intervention jugé nécessaire par le tribunal.

- (m) Ordonner à l'opérateur de téléphonie mobile de séparer le compte de la partie demanderesse de celui de la partie défenderesse, conformément à 3113.45 à 3113.459 La partie demanderesse prendra à sa charge tous les coûts associés au numéro de téléphone mobile et de l'appareil associé à ce numéro.

N° de téléphone de facturation de la partie défenderesse : _____

Les coordonnées de la partie demanderesse figurent en page 1 de la présente requête. Les numéros de téléphonie mobile utilisés par la partie demanderesse (ou l'enfant mineur placé sous sa garde) qui doivent être transférés à la partie demanderesse sont les suivants :

Les parties demanderesse sont : _____

- (n) Comprend les dispositions supplémentaires suivantes : _____

10. La partie demanderesse demande en outre au tribunal de ne pas émettre d'ordonnances de protection bilatérales ou d'autres ordonnances contre la partie demanderesse, sauf en cas de situation partie défenderesse à tous les critères définis dans R.C. 3113.31(E)(4).
11. Conformément à R.C. 3113.31(M), la partie demanderesse demande au tribunal d'autoriser, le cas échéant, son ou sa défendeur·e des victimes, à l'accompagner à toutes les étapes de la présente procédure.
12. Lors de l'audience *ex parte* ou de l'audience contradictoire, la partie demanderesse demande en outre au tribunal d'accorder toutes les autres mesures de recours que le tribunal juge équitable et juste, y compris des ordonnances ou des directives aux services de police.
13. La partie demanderesse a énuméré des procédures judiciaires (y compris le divorce, la garde, le droit de visite, la paternité, la pension alimentaire pour enfants, les services à l'enfance, la cruauté envers les animaux, les infractions à caractère sexuel, l'interdiction de contact et l'ordonnance de protection) et d'autres instances juridiques concernant la partie défenderesse qui peuvent être liées à la présente procédure : (Ajouter des pages, si nécessaire)

INTITULÉ DU DOSSIER	N° DE DOSSIER	TRIBUNAL/COMTÉ	TYPE DE DOSSIER	DÉCISION

Les informations ci-dessus sont véridiques, complètes et exactes pour autant que je le sache. Je comprends que le fait de fournir sciemment de fausses informations dans ce document peut entraîner une condamnation pour outrage au tribunal à mon encontre, ce qui pourrait entraîner une peine de prison et une amende, ou des sanctions pénales en vertu du R.C. 2921.13.

SIGNATURE DE LA PARTIE DEMANDERESSE

DATE

SI VOUS N'AVEZ PAS D'AVOCAT, N'INSCRIVEZ RIEN DANS RUBRIQUE SUIVANTE.

Signature de l'avocat

Numéro d'inscription de l'avocat

Nom de l'avocat

Téléphone de l'avocat

Adresse de l'avocat

Fax de l'avocat

Ville, État, Code postal

Email de l'avocat

Please complete this form in English

**AU TRIBUNAL COMMON PLEAS (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ)
COMTÉ DE _____, OHIO**

Partie demanderesse : N° de dossier : _____

contre : Juge/Magistrat-e _____

Partie défenderesse :

DEMANDE DE PROCÉDURE DE SIGNIFICATION

AU OU À LA GREFFIER·ÈRE DU TRIBUNAL :

Conformément à Civ.R. 65.1(C)(2), veuillez signifier à la partie défenderesse une copie de la requête, de l'ordonnance éventuelle de protection non contradictoire et de tout autre document associé, à l'adresse et selon les instructions ci-après :

- Signification en mains propres
- Courrier certifié avec accusé de réception
- Autre (spécifier) _____

- Autre (adresse) : _____
- Signification en mains propres
- Courrier certifié avec accusé de réception
- Autre (spécifier) _____

INSTRUCTIONS SPÉCIALES À L'INTENTION DU SHÉRIF :

SIGNATURE DE L'AVOCAT·E OU DE LA PARTIE DEMANDERESSE

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA SIGNIFICATION

La requête a été signifiée à la partie défenderesse le _____

Nom et n° de badge de l'agent _____ Nom du service de police _____

Date _____

ATTESTATION D'ENVOI POSTAL PAR LE OU LA GREFFIER·ÈRE

La signification de la procédure a été expédiée par _____ ce _____ --

Témoin : _____ Le ou la greffier·ère adjoint _____